

**Abo 2017
déjà payé?**
Soutenez le Franc-parler
Bulletin de versement annexé

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Bilan de mi-législature



Islam radical 4-5

Islam et Etat, l'irréconciliable



Bilan de mi-législature 8-9

Bilan et perspectives



Hausse des primes 13

Le payeur de primes, nouvelle vache à lait de la nation



Les deux premières années de cette législature indiquent clairement qu'il était difficile, voire impossible de faire passer les avis de l'UDC, soit ceux de près d'un tiers des électeurs suisses. Cette situation est d'autant plus regrettable que la Suisse sera confrontée prochainement à de nouveaux défis qui peuvent influencer durablement les conditions-cadres de la population et de l'économie pendant des décennies.

L'UDC dans les médias romands



dietschi
PRINT&DESIGN OLTEN

**BIEN PLUS QU'UNE
IMPRIMERIE**

■ ■ ■

DIETSCHI PRINT&DESIGN AG
Ziegelfeldstrasse 60
4601 Olten
T 062 205 75 75
www.dietschi-pd.ch

Un «bouton reset avec l'UE»? Nous comptons dessus.



Lors des dernières élections au Conseil fédéral, l'UDC a d'emblée défendu le droit du PLR à reprendre le siège vacant. Cela ne va pas de soi. D'un point de vue purement arithmétique, le droit de l'UDC à un troisième siège aurait dû l'emporter sur celui du PLR à un second siège, sachant qu'elle représente près de 30 pour cent des votants. Nous avons aussi dû faire le poing dans notre poche s'agissant du contenu, car le PLR n'a présenté que des candidats qui soit avaient agi contre la majorité populaire l'hiver passé, en faisant obstacle à la mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse, soit sont membres du Nouveau Mouvement européen, dont le but est l'adhésion à l'UE. Hélas, en politique, le possible l'emporte souvent sur le souhaitable.

Dans ce contexte, il a fallu choisir la meilleure solution parmi les candidats présentés par le PLR. Nous y sommes parvenus en élisant Ignazio Cassis, une conséquence directe du positionnement antérieur univoque de notre parti. Les trois motifs suivants ont été déterminants :

1. La Constitution exige expressément une représentation équilibrée des régions linguistiques. Après 18 ans d'absence de représentation de la Suisse italophone, l'équilibre a pu être rétabli.
2. Ignazio Cassis est, de par son origine, le plus familier des problèmes de l'immigration sans limites, des sous-enchères salariales, de la pression sur le système de l'asile et des problèmes de sécurité que cela implique. Il ne pourra donc pas rester les bras croisés face à l'immigration.
3. Ignazio Cassis est celui qui s'est distancié le plus clairement, au sein du groupe et publiquement, de l'accord-cadre avec l'UE actuellement en discussion au Conseil fédéral, qui priverait la Suisse de son indépendance. Il a dit que, dans ce domaine, il voulait « appuyer sur le bouton reset » et qu'il n'acceptait « aucune adaptation automatique du droit et aucun juge étranger » – c'est déjà ça !

On ne saurait attendre des miracles, mais la gauche elle-même a prouvé que M. Cassis est plus proche de nous que les autres candidats, si l'on songe aux efforts vainement déployés derrière les coulisses en vue de l'élection d'un candidat alternatif. Reste à savoir comment la gauche, mais aussi le PBD, expliqueront aux Tessinois et aux femmes leur préférence pour un troisième Romand au Conseil fédéral.

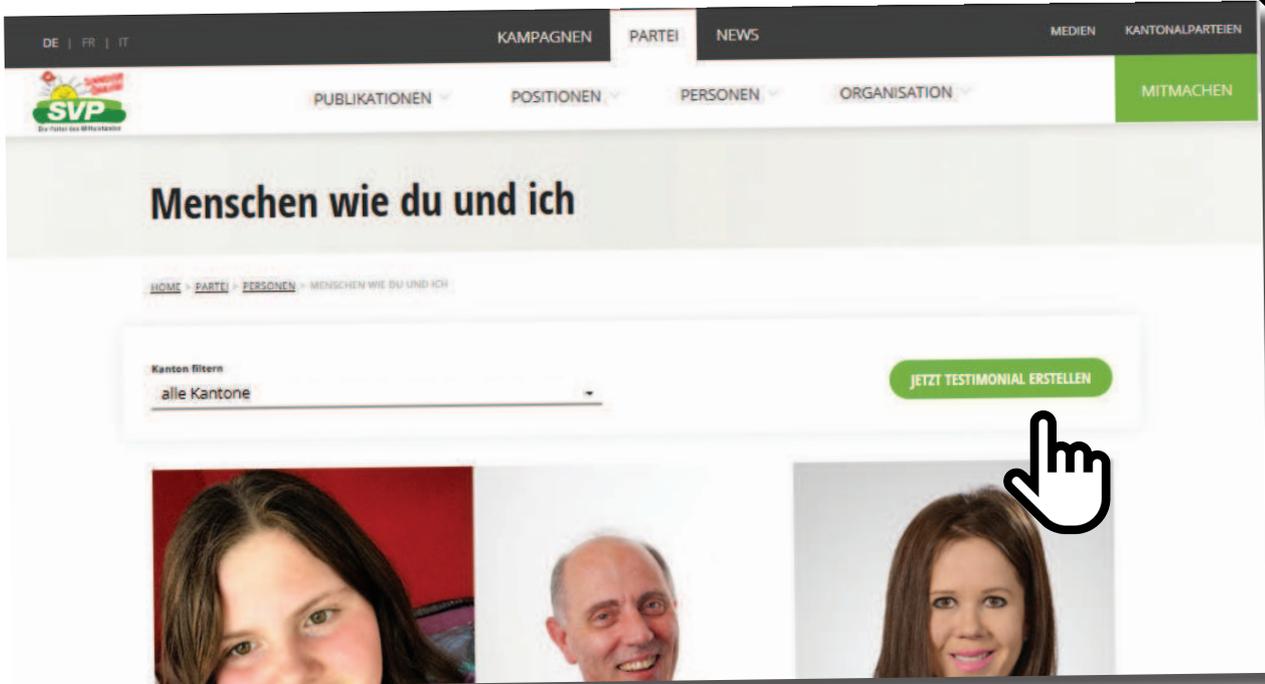
Albert Rösti

Albert Rösti, conseiller national, président de l'UDC Suisse

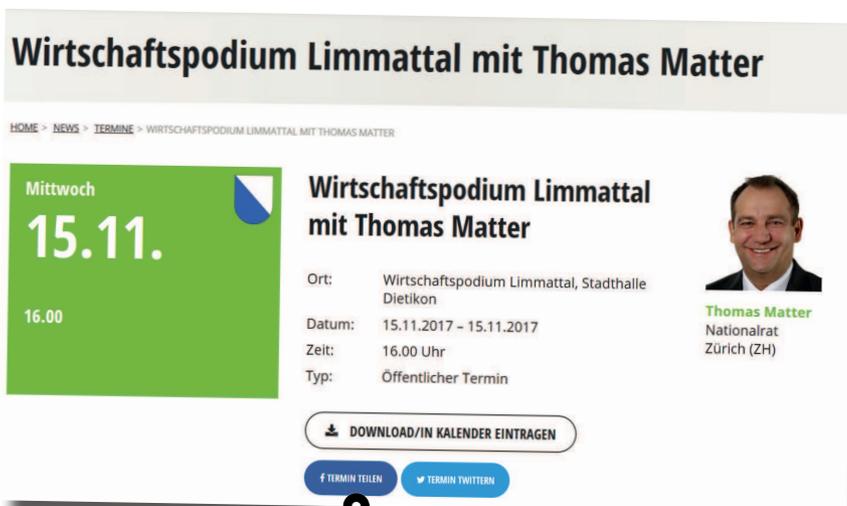
Découvrez-le!

Rendez-vous sur notre nouveau site: www.udc.ch

Rédigez en ligne votre témoignage de soutien au parti!



Découvrez tous les événements de nos parlementaires!



Passez commandes d'articles de notre nouveau shop!



IMPRESSUM

FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage: 5'600 | Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Parteizeitung, Secrétariat général | Case postale 8252 | 3001 Berne | Tél.: 031 300 58 58 | Fax: 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Rédaction: Kevin Crausaz | Crédit images: UDC Suisse, admin.ch, parlament.ch.

Islam et Etat, l'irréconciliable

Le récent cas d'un imam biennois haineux et abuseur de l'aide sociale, pourtant chez nous depuis des années, montre bien la cécité de nos pouvoirs publics sur le thème de l'islam.



Ne pas serrer la main aux enseignants, dispenses de cours de piscine, etc. Tant de concessions faites sous couvert de paix confédérale. Dans pas si longtemps, les musulmans de Suisse demanderont-ils de changer le drapeau fédéral sous prétexte qu'il offense leurs convictions et que cela aiderait à les intégrer ?

Cet égarement est visible jusqu'au Parlement et la nouvelle conseillère nationale Irène Kälin, Verte argovienne, se lance dans un plaidoyer pour que l'islam devienne une religion officielle en Suisse, sous prétexte qu'à la suite de la Guerre du Sonderbund, les autorités ont mené une politique d'intégration pour que protestants et catholiques puissent mieux cohabiter. C'est méconnaître une histoire multiséculaire de populations chrétiennes issues de notre terroir qui ont eu l'intelligence de se réconcilier

parce que partageant des valeurs religieuses et politiques et une envie communes. L'islam, chez nous encore hors-sol, est bien loin de satisfaire à ces exigences.

Pas à nous de faire des concessions

Ne pas serrer la main aux enseignants, dispenses de cours de piscine, etc. Tant de concessions faites sous couvert de paix confédérale. Dans pas si longtemps, les musulmans de Suisse demanderont-ils de changer le drapeau fédéral sous prétexte qu'il offense leurs convictions

et que cela aiderait à les intégrer ? Ne sous-estimons pas la chance de voir cette revendication aboutir si des politiciens comme Madame Kälin continuent de passer leur temps à noyer le poisson sous un déluge de choses comme la formation des imams, la victimisation, l'éternel refrain « le fondamentalisme chrétien existe aussi » ou encore la reconnaissance des organisations musulmanes qui veulent s'intégrer. Ces dernières sont d'ailleurs bien souvent des prête-noms de groupes plus opaques au financement douteux.

A force d'agiter de la fumée pour distraire le public des vrais enjeux, nous passerons devant l'essentiel: l'idée que l'on peut séculariser l'islam est une chimère. L'islam ne peut pas être sécularisé puisqu'il est déjà un modèle de gouvernement et de société théocratique au travers de la Charia, la loi islamique. Certaines de ses normes sont d'ailleurs

tions européennes. Ce faisant, ils se sont éloignés de l'islam, de sa doctrine et de sa pratique. L'islam décrit dans le coran est lui intrinsèquement conquérant et guerrier. D'ailleurs, ceux que l'on appelle salafistes ne sont pas radicalisés mais fondamentalistes. En effet, ils appliquent à la lettre un texte de loi et considèrent lesdits « modérés » comme des mau-

Rester ferme face aux pressions

L'islam a été modéré aussi longtemps que les nations européennes ont été fortes intellectuellement et politiquement, ce qui n'est malheureusement plus le cas aujourd'hui. Ne restons pas tétanisés par le politiquement correct et comprenons que nous ne pouvons pas être tolérants avec l'intolérance. L'UDC doit rester le parti qui lutte contre les dérives amenées par les futures multiples demandes de reconnaissances de l'islam qui vont à coup sûr arriver en Suisse. La décision du Conseil national lors de la dernière session d'interdire le financement étranger des mosquées est un pas dans le bon sens.

«Nous ne pouvons pas être tolérants avec l'intolérance. L'UDC doit rester le parti qui lutte contre les dérives amenées par les futures multiples demandes de reconnaissances de l'islam qui vont à coup sûr arriver en Suisse.»

totalemment incompatibles avec les droits humains notamment en ce qui concerne la liberté d'expression, la liberté de croyance et la liberté des femmes. De plus, il n'y a pas d'islam modéré. Il est des musulmans modérés et ils le sont devenus en adoptant, plus ou moins volontairement, les modes de vies et de pensées des na-

vais musulmans à ranger dans la même catégorie que les chrétiens ou les juifs. Il n'y a donc aucune possibilité d'intégrer ou d'assimiler des musulmans qui n'ont pas renoncé à la Charia comme loi fondamentale ou qui s'en sont, au moins, totalement distancés. Penser le contraire est une illusion dangereuse.

*Michaël Buffat,
conseiller national,
Vuarrens (VD)*



Islam radicalisé en Suisse: comment agir?



Assemblée des délégués de samedi, 28 octobre 2017 à 10h30
Festhalle Rüegerholz, Festhüttenstr. 21, 8500 Frauenfeld

Nous nous réjouissons de vous rencontrer et espérons vous voir nombreux lors de cette assemblée des délégués de Frauenfeld (TG).

Commandez encore aujourd'hui vos cartes d'invitation: **031 300 58 58** ou **info@svp.ch**

Plus besoin de RASA

« Sortons de l'impasse ! », l'initiative dite « RASA », n'a eu aucune chance au National. Elle demande la suppression de l'article sur l'immigration que le peuple a accepté en disant oui à l'initiative sur l'immigration de masse. Au cours de la session d'automne écoulée, la Chambre basse a balayé la revendication populaire par 125 voix contre 17 et 50 abstentions. Un contre-projet à l'initiative a lui aussi été rejeté.

L'initiative RASA sera probablement discutée au Conseil des États durant la session d'automne. Le plus intéressant n'était pas le rejet de l'initiative RASA par le Conseil national en tant que tel, mais les prises de parole dans le débat de plusieurs heures, qui ont fait tomber les masques. Voici quelques impressions :



Balthasar Glättli, conseiller national, Verts (ZH)

«L'initiative RASA présente un défaut de conception essentiel. Son véritable but était de servir d'arrêt d'urgence, de sortie de secours, de parachute, si nous ici au Parlement n'arrivions pas à tomber d'accord sur une mise en œuvre de l'initiative sur l'immigration de masse qui ne compromette pas les bilatérales. Mais nous avons réussi ce coup de maître.»



Gregor Rutz, conseiller national UDC (ZH)

«Cette initiative est encore plus éloignée de ce dont nous discutons ici – un produit de rêveurs. Il faut une bonne dose de sarcasme et de mépris des réalités pour affirmer que l'immigration n'est pas un problème. Vous avez vu que l'étude réalisée par l'Office de l'économie et du travail du canton de Zurich a révélé que quatre immigrants sur cinq sont des personnes qui ne travaillent pas dans une profession où l'on peine à recruter. Ce sont des gens dont l'économie n'a pas besoin.»



Marianne Streiff, conseillère nationale PEV (BE)

«L'initiative RASA pourrait devenir un auto-goal si elle était clairement rejetée. C'est un jeu dangereux. Nous invitons donc les initiants à retirer cette revendication populaire certes bien intentionnée, mais dangereuse et abusant de la démocratie directe.»



Martin Naef, conseiller national PS (ZH)

«Nous n'avons pas besoin d'un nouveau placement sur liste d'attente, mais d'assurance et de confiance en soi dans le développement futur de nos relations avec l'Union européenne.»



Thomas Burgherr, conseiller national UDC (AG)

«Il est sans doute historiquement inédit que l'on cherche si rapidement à contrecarrer une décision démocratique du peuple et des cantons. Cette tentative de s'imposer par un coup de force reflète malheureusement la tendance rampante actuelle à ne pas vouloir suivre les règles du jeu démocratique. C'est celle-ci qui explique également que nous n'ayons pas de mise en œuvre de l'initiative populaire contre l'immigration de masse. C'est aussi la première fois que le Parlement le dit aussi ouvertement : nous savons mieux que le peuple et n'allons certainement pas mettre en œuvre cette initiative populaire ! Il se déroule en ce moment ni plus ni moins qu'une lutte de pouvoir ouverte entre le peuple et le Parlement. »



Beat Flach, conseiller national PVL (AG)

«Aujourd'hui, l'UE est en construction, mais l'avenir se construit. L'UE a toujours été en construction et le restera toujours, elle ne sera jamais achevée.»



Lukas Reimann, conseiller national UDC (SG)

«C'est aussi paradoxal lorsque notre collègue Cédric Wermuth parle de progrès social. Est-ce un progrès social quand les gens sont déplacés de pays en pays à travers toute l'Europe? Est-ce un progrès social quand une femme travaille ici dans le domaine des soins aux personnes âgées et perçoit finalement entre 800 et 900 euros, alors que l'agence de placement touche 2000 francs? Est-ce un progrès social quand les employés d'une chaîne de station-service se voient déclarer « Soit tu acceptes 500 francs de salaire en moins, soit tu t'en vas »? Le progrès social fait-il que les Suisses de plus de 50 ans ont de plus en plus de mal à trouver un emploi?»



Thomas Matter, conseiller national UDC (ZH)

«Je ne comprends absolument pas ce que les initiants de l'initiative Rasa veulent encore atteindre. Cette initiative est depuis longtemps une réalité. L'objectif de Rasa n'est rien d'autre que la non mise en œuvre de la décision du peuple et des cantons du 9 février 2014. Le Parlement a fait exactement ce que demande Rasa, à savoir table rase, en ne mettant pas en œuvre les articles 121a et 197 chiffre 11 de la Constitution fédérale.»



Extrait de la prise de parole de la conseillère fédérale **Simonetta Sommaruga, PS (BE)**

«Le Parlement a résolu ce dilemme en décidant que les employeurs devraient d'abord considérer les demandeurs d'emploi en Suisse, avant de recruter à l'étranger. Cette **priorité aux chômeurs** favorise les demandeurs d'emploi locaux, s'ils appartiennent à des groupes professionnels présentant un taux de chômage supérieur à la moyenne.»



Matthias Jauslin, conseiller national PLR (AG)

«Madame la conseillère fédérale, vous réclamez une **priorité aux chômeurs**. Il s'agissait à l'origine d'une préférence indigène. Pouvez-vous me dire la différence entre chômeur et demandeur d'emploi?»



Simonetta Sommaruga, conseillère fédérale PS (BE)

«Je n'ai pas dit **priorité aux chômeurs**.»

(Remarque de la rédaction : Si, elle l'a dit.)



Adrian Amstutz, conseiller national UDC (BE)

«Présentons cette initiative au peuple, qui tranchera. Nous verrons alors si la rue que vous avez contribué à construire ne finit pas dans un cul-de-sac, celui du sac que le peuple refermera pour mettre un terme, enfin, à cette farce désolante.»

La Suisse a besoin d'un PLR enfin fiable et bon

Aux élections nationales d'octobre 2015, l'UDC a réalisé un score inédit de 29,4 %, soit le meilleur résultat d'un parti depuis près d'un siècle. Au Parlement fédéral, l'UDC occupe ainsi 74 sièges (68 au Conseil national et 6 au Conseil des États) et détient à la Chambre basse, conjointement avec le PLR, même la majorité absolue (101 sièges). Un tel résultat fait naturellement naître des attentes de la part des électeurs. Après deux ans de législature 2015-19, le temps est donc venu de dresser le bilan.

par Adrian Amstutz, conseiller national et président du Groupe parlementaire (BE)



Le constat après deux années de « révolution bourgeoise » est sans appel : ceux qui veulent une politique bourgeoise fiable et cohérente sans poudre aux yeux élisent l'UDC. Le bilan final sera dressé par le souverain en octobre 2019 !

La révolution bourgeoise n'a jamais eu lieu

Avant toute chose : la législature en cours s'est avérée une nette déception du point de vue bourgeois. Seuls dans quelques rares cas l'UDC a-t-elle pu, avec ses partenaires, fixer les priorités ou aiguiller les décisions en sa faveur. C'est ce que montre le schéma suivant

des objets jusqu'à présent passés en votation au Conseil national.

L'analyse montre clairement que la majorité bourgeoise n'existe que sur le papier :

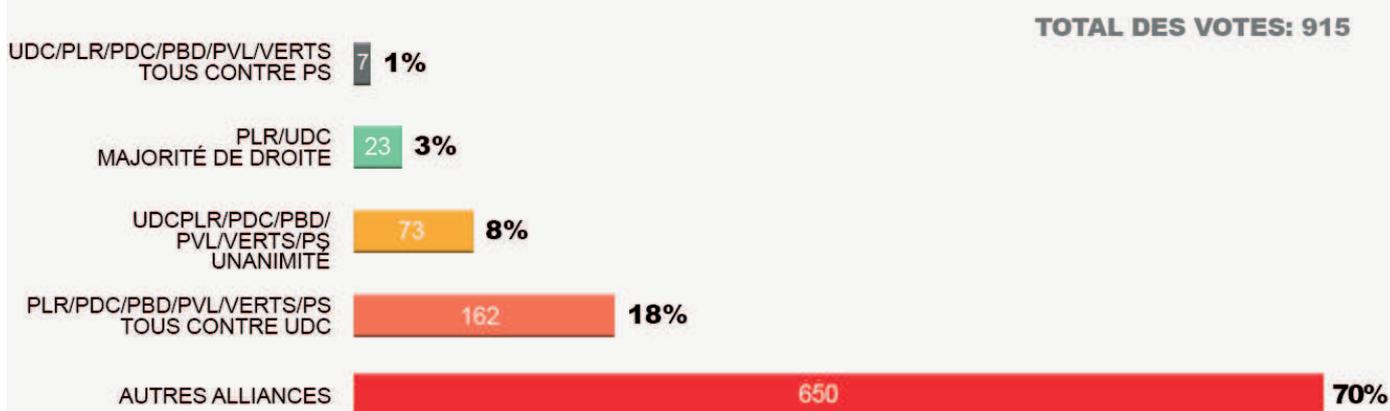
La « majorité absolue » de l'UDC et du PLR a réussi à s'imposer con-

tre le centre gauche dans tout juste 3 % des votes. L'alliance du PLR, du PDC et de la gauche unie est sortie victorieuse six fois plus souvent, remportant plus de 18% des votes.

Alors que le PLR et en partie aussi le PDC mettent le clignotant à

Une UDC unie et d'un bourgeois

Votes gagnés par alliances



La « majorité absolue » de l'UDC et du PLR a réussi à s'imposer contre le centre gauche dans tout juste 3 % des votes. L'alliance du PLR, du PDC et de la gauche unie est sortie victorieuse six fois plus souvent, remportant plus de 18% des votes.

droite face au peuple, ils tournent en réalité volontiers et fréquemment à gauche. L'électeur a ainsi une fois de plus été abandonné et trahi par des partis du centre qui se prétendent bourgeois. La Stratégie énergétique 2050 ou la scandaleuse non-mise en œuvre de la décision populaire sur l'immigration de masse sont autant d'exemples éloquentes de cette politique gauchiste.

La chambre noire du Conseil des États

Avec l'appui du Conseil des États, majoritairement de centre gauche (le PDC et le PS y ont la majorité absolue), de bonnes décisions du Conseil national dans le domaine de la lutte contre la criminalité et le terrorisme, de l'immigration irrénée et de la fraude aux prestations sociales sont finalement enterrées. Le refus du Conseil des États depuis

des années de renseigner sur les résultats de ces votes montre clairement la profondeur du fossé séparant le Parlement et la population.

Le constat après deux années de «révolution bourgeoise» est sans appel: ceux qui veulent une politique bourgeoise fiable et cohérente sans poudre aux yeux élisent l'UDC. Le bilan final sera dressé par le souverain en octobre 2019 !

¹ Les rares succès de la législature concernent essentiellement l'amélioration des finances fédérales ou l'allègement des réglementations pour les entreprises et la population (entre autre le programme de stabilisation ou le contre-projet économie verte). Sachant que la législature 15-19 aura généré des surcoûts de 12 milliards, ces « succès » sont tout relatifs.

² Tient compte de tous les votes finaux et des votes sur les interventions (motions, postulats, initiatives parlementaires, initiatives cantonales, pétitions. Il est fait abstraction des votes sur les discussions par article.



Plus pour votre argent
www.kia.ch

Fini la routine. La nouvelle Kia Stonic.

HVS Zürich



STONIC



The Power to Surprise



NEW PICANTO

NEW RIO

SOUL EV

VENGA

CEE'D GT

CEE'D SPORTSWAGON

CARENS

NEW OPTIMA PLUG-IN HYBRID

NEW NIRO

NEW SPORTAGE

NEW SORENTO

NEW STINGER

Kia Motors SA, 5745 Safenwil, 062 788 88 99



L'UDC sur l'initiative No Billag: Oui ou absence de consignes?

L'UDC a soumis au Conseil national un compromis bien suisse comme contre-projet à l'initiative No Billag : les redevances seraient plafonnées à 200 francs par an, contre 450 actuellement. Les entreprises ne paieraient plus de redevances radio et télévision, puisque les collaborateurs mettent déjà la main au porte-monnaie à titre privé. Hélas, notre proposition n'a pas réuni de majorité.

Lobbying de la SSR à coups de millions prélevés sur les redevances

Le Conseil fédéral et l'administration ont, ces dernières années, accepté tout ce que la SSR demandait. De leur point de vue, tout ce que la SSR fait relève du service public. Le résultat est qu'aujourd'hui, celle-ci gère 17 chaînes de radio, 7 de télévision et des dizaines de sites web et compte sur les réseaux sociaux, faisant ainsi concurrence aux prestataires privés. Alors que les recettes totales des redevances radio et télévision atteignaient à peine 645 millions en 1986, elles ont frôlé les 1,4 milliard en 2016 !

La SSR n'est pas disposée à bouger ne serait-ce que d'un millimètre. Elle a financé son combat contre l'initiative No Billag en puisant des millions dans le pot des redevances. Elle fait front commun avec des artistes, organisations, autorités et associations. Beaucoup souhaitent eux aussi bénéficier de l'argent des redevances. Or la numérisation devrait au contraire entraîner une déréglementation, une baisse des redevances et un cadre légal plus libéral. Ce sont là des conditions indispensables si l'on veut que des acteurs privés investissent et s'établissent sur le marché, dans l'intérêt de la diversité du paysage médiatique.

Redevances divisées par deux

Notre assemblée des délégués devra déterminer la position à adopter par l'UDC. Il existe deux possibilités :



La SSR n'est pas disposée à bouger ne serait-ce que d'un millimètre. Elle a financé son combat contre l'initiative No Billag en puisant des millions dans le pot des redevances. Elle fait front commun avec des artistes, organisations, autorités et associations.

soit dire oui à l'initiative No Billag, parce que nous ne sommes absolument pas d'accord avec la politique médiatique actuelle, soit décider de s'abstenir et de ne donner aucune consigne de vote, parce que nous sommes favorables à un service public, notamment dans les régions périphériques.

Ce service public devrait cependant être clairement défini selon le principe de subsidiarité : ce que le marché peut fournir devrait être laissé aux acteurs

privés et les redevances, réduites en conséquence. Pour atteindre cet objectif, il faudrait lancer en cas de non à l'initiative No Billag une initiative «division par deux».

*Natalie Rickli,
conseillère nationale,
Winterthur (ZH)*



TEST THE BEST.

Le SUV qui identifie les dangers pour vous.



NOUVEAUTÉ: Forester 2.0i Swiss *Plus* avec EyeSight, traction 4x4 et moteur boxer dès Fr. 37'500.-.

Le Forester est à la fois une voiture de sport, un tout-terrain, un monospace et une berline. Et en matière de sécurité, le nouveau modèle Forester 2.0i 4x4 Swiss Plus va encore plus loin que ses prédécesseurs. Il est en effet doté d'EyeSight, considéré par l'IIHS comme le système de prévention des collisions le plus sûr, d'une caméra stéréo collectant les données du milieu environnant et de l'Advanced Safety Package. Comme toujours, il est par ailleurs équipé des exclusivités Subaru que sont la traction Symmetrical 4x4 et le moteur boxer. Pour une adhérence optimale et un comportement stable en toute situation.

Plus: Pack confort Swiss Plus.

- Toit ouvrant électrique en verre.
- Siège conducteur avec 8 possibilités de réglage électrique.
- Système Auto On/Off pour les feux de route et les essuie-glaces.

Plus: Système d'assistance à la conduite EyeSight.

- Régulateur de vitesse adaptatif.
- Alerte de dérive avec correction automatique de la trajectoire.
- Assistant de maintien de la trajectoire.
- Assistant freinage d'urgence.
- Assistants protection anticollision et au démarrage.

Plus: Advanced Safety Package.

- Avertisseur d'angle mort.
- Avertisseur de trafic transversal en marche arrière.
- Ecran de vision latérale.

Plus: Phares directionnels à LED.

LA MARQUE **4x4** DES SUISSES



EyeSight
Driver Assist Technology



SUBARU

Confidence in Motion

subaru.ch SUBARU Suisse SA, 5745 Safenwil, tél. 062 788 89 00. Concessionnaires Subaru: env. 200. multilease.ch. Prix nets conseillés sans engagement, TVA de 8% comprise. Les prix sont susceptibles d'être modifiés à tout moment. Modèle présenté: Forester 2.0i AWD Swiss Plus, Lineartronic, 5 portes, 150 ch, catégorie de rendement énergétique F, CO₂ 150 g/km (33 g/km liés à la fourniture de carburant et/ou d'électricité), consommation mixte 6,5 l/100 km, Fr. 38'350.- (peinture métallisée comprise), Fr. 37'500.- (en couleur Venetian Red Pearl). Moyenne de toutes les voitures neuves vendues en Suisse (toutes les marques): CO₂ 134 g/km.

Les recettes du PS sont inefficaces

Six années de social-démocratie au Département fédéral de l'intérieur (DFI) ont créé plus de dégâts qu'elles n'ont porté de fruits : aucun progrès n'est perceptible, si ce n'est une bureaucratie alourdie et une redistribution encore accrue.

par Heinz Brand, conseiller national (GR)

Six ans de politique de la santé sous l'égide du PS n'ont en rien fait progresser la situation de notre pays. Les coûts continuent d'augmenter à une vitesse fulgurante. Les propositions socialistes de redistribution au détriment de la classe moyenne et de « simplification » du système de santé perdurent. On peut notamment citer les idées indéfendables de redécoupage des régions de primes et des décisions inexplicables de réduire les rabais pour les franchises les plus élevées.

Le problème principal de l'excès de prestations

Le problème non résolu de notre système de santé est l'excès de prestations. Près de 20% des prestations sont inutiles, lourdes, contreproductives. Un allègement serait profitable et nous ferait même du bien ! Cet excès de prestations est principalement dû à un développement incontrôlé dans les cantons, sur lequel la Confédération a



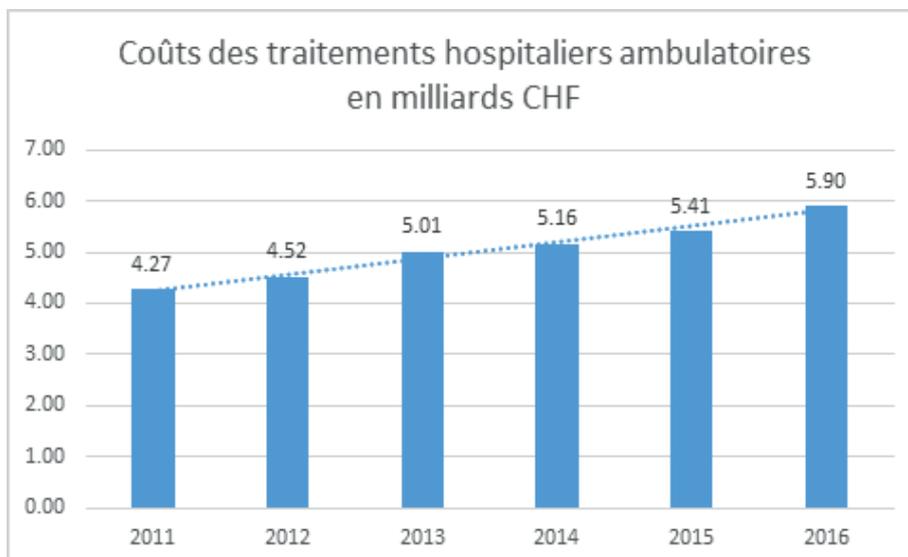
Le problème non résolu de notre système de santé est l'excès de prestations. Près de 20% des prestations sont inutiles, lourdes, contreproductives.

fermé les yeux. Ce sont les cantons qui planifient les hôpitaux, établissent les listes, octroient les mandats de prestations et distribuent les autorisations aux prestataires habilités à facturer à la charge des payeurs de primes. Les cantons favorisent en outre les sur-offres de leurs hôpitaux en y inves-

tissant des milliards. Alors que dans l'économie libre, la suroffre entraîne une baisse des prix, elle conduit dans le système de santé à une multiplication des prestations inutiles à tarifs fixes. Depuis 15 ans, le secteur hospitalier ambulatoire des cantons est en progression fulgurante et constitue la principale raison des augmentations de primes (voir schéma).

Le payeur de primes, nouvelle vache à lait de la nation

Au lieu de mettre de l'ordre, la Confédération entend à présent conférer encore davantage de compétences aux cantons : le nouveau projet relatif à l'admission des médecins ne ferait qu'accorder à ceux-ci une marge de manœuvre la plus large possible, sans que les cantons ne doivent participer aux conséquences financières. Les idiots de l'histoire seraient une fois de plus les payeurs de primes, qui assument seuls les frais du secteur ambulatoire. Les cantons en revanche veulent uniquement régir, sans rien payer. Bilan : une amélioration passe toujours par un changement !



Explication : De 2011 à 2016, les coûts des traitements hospitaliers ambulatoires ont augmenté de 38% ou plus de 1,6 milliard de francs, sans que les cantons participent aux frais.

Bilan de la session d'automne

La session d'automne a eu lieu du 11 au 29 septembre 2017.



Positif:



Non à l'initiative RASA

L'initiative populaire « Sortons de l'impasse », dite initiative RASA, entend revenir sur la décision populaire concernant l'initiative sur l'immigration de masse. Tant l'initiative qu'un contre-projet n'ont toutefois eu aucune chance au Conseil national.

Le conseiller national UDC Thomas Matter l'a parfaitement exprimé lors des débats: « Je ne comprends absolument pas ce que les initiants de l'initiative Rasa veulent encore atteindre. L'initiative Rasa est depuis longtemps une réalité. L'objectif de Rasa n'est rien d'autre que la non-mise en œuvre de la décision du peuple et des cantons au sujet de l'initiative sur l'immigration de masse ».

Contre la discrimination des seniors

Les automobilistes ne seront à l'avenir convoqués à l'examen médical régulier qu'à partir de 75 ans, contre 70 ans actuellement. Après le National, le Conseil des États s'est lui aussi prononcé en faveur de cette modification, soumise en 2015 par le conseiller national Maximilian Reimann.

Mission de l'armée assurée

Le Parlement a approuvé des acquisitions militaires à hauteur de 2,1 milliards de francs. Une proposition de gauche visant à réduire cette somme a été rejetée avec succès. Les moyens attribués garantissent à l'armée de pouvoir remplir sa mission le mieux possible.

Pas de congé paternité

Une intervention visant l'introduction d'un congé paternité de 14 semaines a été rejetée. La proposition aurait engendré des surcoûts de 1,4 milliard de francs. L'intention déclarée de cette idée de gauche était de promouvoir unilatéralement le modèle familial où les deux parents travaillent et de défavoriser les familles qui ne correspondent pas à cet « idéal ».

Négatif:



Le Conseil des États reste une « chambre noire »

Une fois de plus, le Conseil des États a refusé de créer davantage de transparence concernant ses votes. Une intervention de sa propre commission compétente et une revendication analogue du Conseil national ont toutes deux échoué. Cela signifie que la Chambre haute continuera à ne pas consigner nommément et publier tous les votes.

Aucune chance pour No Billag

Le Parlement a clairement rejeté l'initiative populaire « Oui à la suppression des redevances radio et télévision » (suppression des redevances Billag). Même une contre-proposition modérée du conseiller national UDC Gregor Rutz pour une redevance radio et télévision de 200 francs n'a pas trouvé grâce aux yeux du Conseil national. Si le peuple non plus n'approuve pas l'initiative, la SSR étatique continuera d'encaisser annuellement 1,2 milliard de redevances.

Encore plus de millions pour une protection inefficace des frontières

Nous n'avons pas attendu la crise des réfugiés pour nous apercevoir de l'échec du système Schengen/Dublin. Néanmoins, le Conseil national veut augmenter la contribution de la Suisse à la protection des frontières extérieures de Schengen de 12 millions de francs par an au maximum. Nous n'avons pas oublié : avant l'introduction de Schengen, on nous a dit que l'adhésion coûterait moins de dix millions par an. Aujourd'hui, l'augmentation envisagée dépasse à elle seule ce montant.

Des millions pour les échanges d'étudiants

Après le Conseil des États, le Conseil national a lui aussi approuvé un budget de 114,5 millions de francs à dépenser pour les échanges d'étudiants d'ici 2020. L'UDC a été le seul parti à s'opposer à ce financement. Que les étudiants doivent organiser et financer eux-mêmes leur séjour à l'étranger plutôt que de tout recevoir sur un plateau d'argent serait pourtant précisément une bonne école de vie.

Échange de données irresponsable

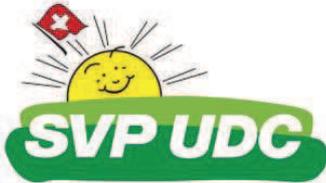
Le Conseil national approuve l'extension de l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers (EAR) à d'autres pays. Outre les pays tels que la Russie, la Chine, l'Inde et le Brésil, des destinations financières bien connues telles que Monaco, les îles Caïmans ou le Liechtenstein « profiteront » désormais de nos données de compte. Encore une fois, l'UDC a été le seul parti à rejeter systématiquement tous les accords en matière d'EAR.

Feu vert aux résidences luxueuses pour requérants d'asile

Contre la volonté de l'UDC, le Conseil national a approuvé un crédit de 238 millions de francs pour la planification des centres d'asile fédéraux. Les standards architecturaux sont si élevés que les constructions réalisées seront véritablement « luxueuses ». Toutes les propositions d'économies de l'UDC ont été balayées.

L'aide au développement maintenue à 3,5 milliards

L'aide au développement représente à ce jour 0,5 % du produit intérieur brut. Ce sont 3,5 milliards de francs. L'UDC voulait adapter cette quote-part. Suite au désistement de 9 conseillers nationaux PLR la motion a cependant échoué d'emblée – un sympathique « cadeau de départ » au ministre DFAE sortant Didier Burkhalter.



www.udc.ch

**Vivre la politique en direct?
Collaborer avec le plus grand parti politique de Suisse?**

Le Secrétariat général de l'Union démocratique du centre (UDC) cherche pour le 1^{er} janvier 2018 ou pour une date à convenir

un collaborateur/une collaboratrice pour la communication (100%)

Votre profil:

- formation professionnelle terminée avec perfectionnement pratique dans le domaine de la communication ou formation professionnelle comme médiamaticien
- expression orale et écrite aisée, flair rédactionnel
- pratique dans les domaines internet, Facebook, etc.
- intérêt à la politique fédérale
- talent d'organisation et contacts faciles
- souplesse et résistance
- excellentes connaissances de la langue française et allemande, parlée et écrite

Vos tâches:

- rédaction et mise en page du journal du parti "Franc-parler" et "SVP Klartext"
- responsabilité du contenu de plusieurs pages internet en français et en allemand
- rédaction de textes (internet, articles, communiqués de presse)
- travaux simples de mise en page, par ex., pour annonces et prospectus
- collaboration à diverses manifestations, campagnes de votation et initiatives populaires
- divers travaux de projet

Si vous avez envie de travailler dans une petite équipe motivée et si vous restez de bonne humeur même dans un environnement agité, alors votre place est chez nous. Nous nous réjouissons de recevoir votre candidature écrite que nous vous prions de nous l'envoyer avec les documents habituels jusqu'à fin novembre à l'adresse suivante:

Secrétariat général UDC Suisse, Silvia Bär, secrétaire générale suppléante, case postale 8252, 3001 Berne, courriel: baer@svp.ch, tél. 031 300 58 58